

MINUSMA HEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 52 • mai 2016

H. LADSOUS AU MALI : « AVANÇONS ENSEMBLE, LES NATIONS UNIES SONT À VOS CÔTÉS ! »

LA MINUSMA PRODUIT ET OFFRE 98 000
DOCUMENTS AUX FORCES ARMÉES DU MALI

TOMBOUCTOU : L'OPÉRATION "ISABELLE" POUR
SÉCURISER L'AXE TOMBOUCTOU-GOUNDAM

LA MINUSMA CONTINUE À INFORMER LA
JEUNESSE SUR SON TRAVAIL AU MALI

M. HERVE LADSOUS
USG/DPKO

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 VISITE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, M. HERVÉ LADSOUS, AU MALI

4 TRANSCRIPTION DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE USG HERVÉ LADSOUS

8 MIKADO FM : ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE LA MINUSMA M. ANNADIF

12 LA MINUSMA PRODUIT ET OFFRE 98 000 DOCUMENTS AUX FORCES ARMÉES DU MALI

14 TOMBOUCTOU : L'OPÉRATION "ISABELLE" POUR SÉCURISER L'AXE TOMBOUCTOU-GOUNDAM

15 TOMBOUCTOU : LA MINUSMA ET LES FAMA RENFORCENT LEUR COOPÉRATION POUR PLUS D'EFFICACITÉ

16 L'APPUI TECHNIQUE ET LOGISTIQUE DE LA MINUSMA AUX FSM SE POURSUIT !

17 JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

18 LA MINUSMA CONTINUE À INFORMER LA JEUNESSE SUR SON TRAVAIL AU MALI

19 LA MINUSMA ÉCHANGE AVEC LES HABITANTS DE GOUNDAM ET NIAFOUNKÉ SUR SES ACTIVITÉS AU MALI



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

VISITE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, M. HERVÉ LADSOUS, AU MALI



29 AVRIL

- Arrivée ce soir au Mali du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Hervé Ladsous, dans le cadre d'une visite qui se déroulera du 29 Avril au 2 Mai 2016.

30 AVRIL

- Rencontre du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Hervé Ladsous avec la Médiation Internationale pour discuter de l'état d'avancement du processus de paix au Mali.
- Entretien du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Hervé Ladsous avec le Premier ministre du Mali, M. Modibo Keita et le ministre des Affaires Etrangères M. Abdoulaye Diop.

1^{ER} MAI

- Rencontres et consultations du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Hervé Ladsous avec les représentants des mouvements signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali (Plateforme et CMA).
- Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Ladsous s'est aujourd'hui rendu dans le nord du Mali, accompagné du RSSG Annadif et du Commandant de la Force de la MINUSMA, le Général Lollesgard. Après une première étape au camp de la MINUSMA à Tessalit, la délégation -accueillie par le Chef de bureau de Kidal M. Sivillon- s'est ensuite rendue à Kidal pour une réunion avec les leaders de la CMA et de la Plateforme. M. Ladsous a par ailleurs apporté tout son soutien aux contingents et au personnel en place lors de ses déplacements aujourd'hui. Après une dernière étape à Gao, la délégation est retournée sur Bamako plus tard dans la soirée. D'autres rencontres et réunions sont prévues demain lundi.

2 MAI

- Conférence de Presse USG Ladsous et RSSG Annadif
- Rencontre du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Hervé Ladsous avec le Président de la République du Mali, son excellence Ibrahim Boubacar Keita.

TRANSCRIPTION DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE USG HERVÉ LADSOUS

Bamako le 2 mai 2016

M. Hervé Ladsous

Merci Mesdames et Messieurs.

Bonjour et merci d'être venus aussi nombreux. Je suis heureux de pouvoir vous faire le point après ces trois jours de travail au Mali. Un travail qui s'inscrit dans la perspective du renouvellement au mois de juin du mandat de la MINUSMA par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous avons fait, comme vous le savez, une revue stratégique de la MINUSMA au cours des deux mois écoulés et maintenant, nous allons soumettre le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité donc les recommandations qu'il formule aux membres du Conseil.

Pendant ces trois jours, et je remercie mon ami, mon frère, Monsieur Mahamat Annadif, pour toute l'aide qu'il nous a apporté en totale harmonie ; j'ai été très heureux de pouvoir parler à la fois avec les membres du Gouvernement malien, les ministres, le Premier ministre et à l'instant, le Président. Hier, nous avons passé une journée dans le nord, nous sommes montés à Tessalit et redescendus par Kidal, par Gao. Nous avons rencontré à Kidal tous les représentants des groupes armés, nous avons rencontré l'Amenokal, l'occasion d'un grand échange, et je voudrais vous résumer ce que devraient être les priorités de la MINUSMA dans le cadre du mandat qui sera encore une fois renouvelé au mois de juin.

La première des priorités est incontestablement la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des accords signés le 15 mai dernier et complétés au mois de juin. Comme dans deux semaines à peine ce sera le premier anniversaire de cette signature, je crois qu'il est important d'avancer sur un maximum de points possibles. C'est un effort qui doit être partagé par les uns et les autres ; il y a par exemple la loi sur les collectivités territoriales qui fait l'objet d'une saisie de la cour constitutionnelle ; et je crois que l'administration intérimaire prévue dans les accords doit pouvoir entrer en fonctionnement au plus vite. Tout comme il est important que l'on puisse avancer sur le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants. Et j'ai demandé aux groupes de nous fournir le plus vite possible, cela aurait dû intervenir plus tôt, les listes de ceux qu'ils considèrent comme leurs combattants parce que nous sommes prêts maintenant. Nous avons cette semaine l'entrée en fonctionnement des premiers camps de cantonnement. Ceci est très important je crois pour montrer qu'on avance.

Comme il est important de montrer aux populations que les Accords de Paix se traduisent par des dividendes en termes de redémarrage des différents services publics. Nous nous inscrivons dans une attitude de soutien aux autorités, de soutien aux forces de sécurité maliennes pour que progressivement, tout puisse se remettre en place ; les structures et donc l'administration intérimaire, et tout ce qui l'accompagne pour que les gens puissent de nouveau envoyer leurs enfants à l'école, bénéficier à nouveau de services médicaux, améliorer les fournitures des différents services telles que l'électricité, l'eau quand c'est possible. Tout cela pour conforter l'appropriation de l'ensemble de la population du pays de ces Accords.

Alors on nous dit qu'il faudrait aussi que tout cela s'accompagne d'un renforcement du mandat de la MINUSMA en termes de stabilisation sécuritaire. Tout cela va être discuté évidemment, mais je crois que nous avons en face une menace terroriste qui ne se dément pas et qui, au contraire, s'est accélérée, s'est accentuée et comment ne pas mentionner dans ce contexte la terrible attaque contre le camp de Kidal où le contingent guinéen que j'ai rencontré hier justement a fait preuve de beaucoup de courage, de beaucoup de fortitude ; mais sept morts et cinquante blessés c'est quand même énorme. Je voulais vraiment souligner le courage dont ils ont fait preuve mais le courage dont font preuve également tant d'autres contingents, le courage dont font preuve les populations civiles qui sont elles-mêmes de plus en plus la cible des terroristes. Il faut de ce point de vue, et nous y travaillons activement, tout faire pour que les moyens soient mis à la disposition de la MINUSMA ; des moyens humains, et nous avons de nouvelles unités qui sont sur le point de se déployer, nous avons de nouveaux équipements, y compris les nouvelles technologies de pointe, par exemple le ballon captif qui surveille les parages de notre camp à Kidal (correction) ; également l'équipement des contingents qui sont sur place et dont le matériel subit malheureusement une forte attrition. Nous avons plusieurs dizaines de véhicules blindés qui ont été détruits par les mines, par les IED, par des attaques diverses. Donc tout cela, nous y travaillons tout comme nous travaillons à renforcer la posture de la MINUSMA sur le terrain. Et de ce point de vue, il est très important que l'on puisse accélérer et mettre en œuvre effectivement des concepts qui étaient présents dans l'Accord. Par exemple, l'idée de patrouilles conjointes ; il y en a eu une en décembre et puis il ne s'est rien passé. Or, c'est en se montrant sur le terrain qu'on convaincra les populations que l'on fait le job ; l'idée d'équipes mixtes aussi pour mener des opérations sur le terrain. Tout cela, c'est un effort qui

est en cours. Vous avez vu que beaucoup de pays se sont engagés dans la période récente. J'ai pu saluer ce matin le Ministre allemand des Affaires étrangères pour la décision extrêmement forte qu'a prise l'Allemagne de participer à la MINUSMA avec 600 ou 650 hommes ; ce n'est pas quelque chose qui est neutre. Comme n'est pas neutre un total de 18 pays européens, la plupart membre de l'Union européenne mais également des pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne ; ces pays viennent s'engager avec la MINUSMA pour montrer qu'ils souscrivent à ces objectifs qui sont les nôtres, qu'ils veulent contribuer à la stabilisation au Mali.

Evidemment, il y a des incidents qui sont préoccupants, qui sont graves et j'anticipe sans doute sur des questions que vous souhaiteriez me poser sur le grave incident qui s'est produit à Kidal il y a 15 jours, cette attaque sur l'aéroport. Je vous dirais d'abord qu'il y a plusieurs aspects choquants là-dedans. D'abord, qu'il y ait eu mort d'homme ; nous enquêtons, nous ferons la lumière et nous serons transparents vis-à-vis de nos interlocuteurs maliens. Il faut établir s'il y a ou non des responsabilités des Casques bleus. Mais il y a quand même une question à se poser : comment est-ce que tout cela a pu se passer ? Comment a-t-on pu mettre en avant des enfants comme boucliers humains ? Comment peut-on lancer des cocktails Molotov sur les Casques bleus ? Et sur le fond, rien de tout cela n'était innocent ; et on l'a vu, l'aéroport a été détruit alors que nous avons dépensé beaucoup d'argent, beaucoup de temps et de moyens pour le remettre en état. Et maintenant, cet aéroport est inopérant. Et cela obère considérablement l'action de terrain des agents humanitaires et des différentes agences internationales ou non-gouvernementales ; ça les empêche de simplement emmener les moyens nécessaires à Kidal. Il va falloir le faire par la route avec les complications que cela entraîne ou par hélicoptère, ce qui atteint très rapidement ses limites ; et évidemment pour nous, autant nous souhaitons et nous comprenons bien l'intérêt qu'il y aura à reconstruire l'aéroport et le remettre en état de fonctionnement ; mais un, ce n'est pas tout de suite parce que ça demande du temps et de l'argent. Mais deuxièmement, surtout, on ne le fera que si on a un accord de toutes les parties sur place pour qu'un tel incident ne se reproduise pas. Mais encore une fois, il faut bien voir dans cette opération autour de Kidal une volonté délibérée de saboter le processus. Tout cela, encore une fois, ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Mais nous sommes, je crois, déterminés. Le Conseil de sécurité, vous le savez, a visité le Mali il y a un mois et demi ; c'est une visite importante et une visite qui montre à quel point la communauté internationale suit le dossier malien avec intérêt. Le dossier malien qui s'inscrit, ne l'oublions jamais, dans une perspective régionale et nous entendons renforcer notre coopération avec les autorités de la région notamment celles du G5 Sahel. Parce que sur tous ces problèmes, qu'il s'agisse de terrorisme, qu'il s'agisse de narcotrafic, cela est une des clés profondes ; et, je ne vous l'apprends pas, sur toutes ces questions il est indispensable de travailler avec tous les acteurs régionaux car ce n'est pas une problématique malienne mais une problématique sahélienne. Et ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous arriverons à progresser.

Je salue évidemment le dévouement et l'activité inlassable de la Mission de Monsieur Annadif et de tous ses collaborateurs, qu'ils soient civils, qu'ils soient militaires, qu'ils soient policiers. Je crois qu'ainsi, nous arriveront à progresser. Voilà ce que je voulais vous dire et bien entendu je suis à votre disposition s'il y a des questions.

Question : Bonjour, je m'appelle Alou Diawara, je travaille pour BBC Afrique. Je voudrais savoir, au vu des réalités que vous venez de décrire sur le terrain et vu le souhait des autorités maliennes, de voir la MINUSMA dotée d'un mandat beaucoup plus offensif à quoi va exactement ressembler le nouveau mandat de la MINUSMA en juin prochain ? Merci beaucoup.

Vous le savez, nous avons actuellement 16 opérations de maintien de la paix à travers le monde et quand on compare les mandats, on se rend compte que le mandat de la MINUSMA, il est fort, il est musclé. La question n'est pas tellement une question de rédaction du mandat, je vous le dis. Les aspects politiques, c'est clair.

Sur le plan des moyens opérationnels, la question première c'est celle de la posture, et pour cela, nous y travaillons. Par exemple nous allons recevoir dès le début de l'été, un bataillon de ce qu'on appelle "Logistique de combat" pour accompagner tous les convois qui sont si régulièrement, hélas, minés, "EODisés", je ne sais pas si on peut le dire...l'objet d'attaques en tout cas. Donc, le fait qu'il y ait une unité, ce qui n'est pas quelque chose de courant dans le monde, enfin on a réussi à la trouver et donc ça va libérer autant de personnel pour des tâches de terrain, pour des tâches de patrouilles, patrouilles mixtes notamment. Tout ça vous voyez, c'est un exemple, il faut qu'on puisse, et contrairement à ce qui se dit, il faut insister là-dessus, nos troupes ne restent pas claquemurées dans leurs cantonnements. On essaye de les projeter au maximum, mais ça suppose, et c'est pour ça qu'on y travaille, davantage d'équipements, et d'équipements durcis. Je pense aux engins blindés résistants aux mines, aux EOD. Je pense aux moyens de haute technologie, encore plus de drones de surveillance, et je dis bien drones de surveillance, les Nations Unies n'ont pas de drones d'attaque, les drones lanceurs de missiles. Pour nous ce sont des machines qui nous permettent d'observer ce qui se passe sur le terrain. Il faut accentuer tout ce qui est fait en matière de renseignements et d'échanges de renseignements, d'où l'intérêt notamment d'une coopération à l'échelle de la région et puis bien entendu coopération dans la confiance la plus étroite avec les acteurs maliens dans ce domaine, mais avoir une vision aussi précise que possible de ce qui se passe sur le terrain. Nous ne pouvons pas opérer en aveugle et en sourd. Il nous faut tous ces apports qui nous permettent de participer, de prévenir, et quand malheureusement l'incident survient, de réagir de la manière la plus forte possible.

Question Idrissa Dicko du journal Viva news

M. Ladsous, il y a environ un an vous étiez dans cette même salle avec les journalistes et vous étiez venu dans un contexte où la situation était très tendue à Ménaka. A l'époque vous aviez promis qu'il y aurait des sanctions contre tous les violateurs du cessez-le-feu. Ou est ce qu'on en est avec les sanctions ? Vous avez également en son temps dit que vos efforts n'étaient pas suffisamment reconnus et je pense que vous avez fait allusion même aux propos du président IBK qui trouvait qu'il fallait que le mali aussi soit remis dans ses droits, qu'il y ait un peu plus d'équité dans la situation. Es ce qu'aujourd'hui vous parlez mieux le même langage ? Dernière question, vous avez dit effectivement dit, toujours dans la même situation qu'il fallait que vos efforts soient reconnus sinon que l'attention risque d'être portée vers d'autres situations. Est-ce qu'aujourd'hui la situation du Mali reste entièrement dans les radars ?

Ménaka, je n'ai pas eu le temps de m'y rendre, mais je comprends que la situation a beaucoup évolué. Le problème de Ménaka l'an dernier en particulier c'était un problème de violation de cessez-le-feu. Différents groupes armés essayaient de mieux contrôler la situation parce que Ménaka est un point de passage assez stratégique pour toute une série de cheminements, certains légaux d'autres pas du tout légaux, mais je crois que maintenant les choses se sont bien arrangées et donc la question des sanctions est toujours là potentiellement. Le problème n'est plus tant celui des violations du cessez-le-feu que maintenant un problème encore une fois de progrès à accomplir dans la mise en place des Accords, et alors pour le coup de s'opposer par tous les moyens possibles aux offensives des djihadistes, des terroristes, des narcotrafiquants, etc.

Et je crois que sur ce plan comme sur beaucoup d'autres, oui, nous parlons très largement le même langage avec les interlocuteurs maliens. C'est pas à moi de parler à la place du Président Keita, mais je peux vous dire que l'entretien que nous venons d'avoir s'est passé dans de très très bonnes conditions et dans une ambiance absolument correcte, même par certains égards sympathique et chaleureuse. Donc j'en suis heureux et c'est comme ça que ça doit être. Vous savez la question générale, ne l'oubliez jamais, les Nations Unies n'ont pas vocation à se substituer à ce qui relève d'abord des maliens eux-mêmes, du gouvernement, des différents représentants de la société civile et des populations. Mais dans cette perspective nous sommes évidemment en appui et c'est comme cela, c'est à l'aune de cette logique que nous fondons notre action et que nous formulerons des recommandations à l'égard de la Communauté internationale et celle-ci, encore une fois le Conseil de sécurité venu il y a 6 ou 8 semaines au Mali, si le Mali avait glissé des écrans radars, le Conseil de sécurité qui a tellement de choses sur la table pour retenir son attention ne serait pas venu. Le fait qu'il soit venu montre bien que le Mali, sur lequel ne l'oublions pas les Nations Unies avec d'autres ont beaucoup investi politiquement, ont investi sur le plan financier des moyens, sur le plan des vies humaines également, on ne s'en désintéresse pas, au contraire on veut avancer

Bonjour, moi c'est Maciré Diop du journal L'Indépendant. J'ai deux petites questions : la première est en rapport avec la question posée par le collègue de la BBC par rapport au nouveau mandat. Récemment on nous a fait savoir que les forces françaises étaient un peu agacées par le manque de réaction, de réactivité des Casques bleus. Est-ce que durant ce mandat vous allez véritablement intégrer une unité combattante pour lutter contre le terrorisme ?

Pour la deuxième question relative au processus de paix, on voit que véritablement il y a un blocage parce que les groupes armés et les autorités ne parlent plus le même langage : pour les groupes armés la condition c'est d'abord la mise en place des autorités intérimaires et l'opérationnalisation du Mécanisme opérationnel de coordination, alors que pour le gouvernement il faut attendre le verdict de la Cour constitutionnelle plus d'autres questions politiques à régler. Comment allons-nous faire maintenant pour donner un coup de fouet aux processus de paix qui commencent vraiment à peiner ?

Moi j'ai rencontré les français, y compris Barkhane, vous parlez d'agacement, ce n'est pas le mot, ce n'est pas le sentiment que j'ai eu en leur parlant. Ce qu'il faut c'est surtout continuer, et c'est en cours je vous l'assure, à renforcer les moyens et surtout les moyens techniques, faire venir davantage de blindés et toute cette technologie nouvelle, essayer d'être le plus proactif possible dans les postures de terrain pour faire le job. Le job pour nous, soyez-en conscient, n'est pas de lutter en première ligne contre le terrorisme. Ça c'est le mandat de Barkhane. Nous, et ça été très clairement redit dans le rapport d'un panel de haut niveau qui a travaillé l'an dernier sur les opérations de maintien de la paix des Nations unies, nous n'avons pas vocation à être le fer de lance de l'action antiterroriste de la Communauté internationale. Ceci étant, nous opérons dans un environnement dans lequel les terroristes sont hyper actifs et nous devons être en mesure de résister et le cas échéant d'anticiper, mais vous savez dans ce domaine beaucoup a trait à la dissuasion. Quand nous aurons nos drones d'observation stratégiques et que les groupes auront que l'on peut les observer, avoir davantage d'informations sur leur déplacement, peut être sur leurs objectifs, peut être que ça changera un peu la donne.

Sur le processus de paix, j'ai eu le même message à l'égard des uns et des autres, à l'égard du gouvernement comme à l'égard des représentants des groupes. Ils ont un certain nombre de choses à mettre en œuvre par ce qu'encore une fois, à deux semaines de l'anniversaire des Accords du 15 mai dernier, il faut montrer qu'il s'est produit des choses, donc... Le Mali est un Etat de droit, l'opposition a saisi le Conseil constitutionnel et il n'y a

rien à redire la dessus. Il faut suivre les règles. Mon espoir est que cette affaire soit résolue rapidement et que la mise en œuvre du Code des collectivités locales et donc de l'administration intérimaire va pouvoir s'inscrire dans les faits. De même que je vous l'ai dit, il faut que les groupes armés nous donnent leur liste de personnel pour qu'on puisse démarrer le DDR. Il y a toute une série de choses qui sont prévues dans les textes et donc qu'il faut montrer aux populations et aux différents acteurs qu'il se passe des choses. Donc que ça se passe en parallèle, ça se passe d'emblée du jour au lendemain, ce sont des petits pas, des pas plus grands parfois, mais il faut que chacun avance, il faut que chacun soit conscient que la crédibilité de ces Accords qu'ils ont signé et qu'ils ont signé en faisant preuve dans certains cas d'un vrai courage, engagent la responsabilité au niveau de la mise en œuvre. Voilà je ne peux pas vous en dire plus.

Bonjour, Augustin Fodjo, Sahelien.com. Est-ce que vous avez donné un délai aux groupes armés pour fournir la liste de leurs membres

Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Je leur ai dit : passez nous vos listes s'il vous plaît qu'on avance. On peut accueillir à partir de cette semaine les premiers combattants dans les cantonnements que nous avons réalisés. Avançons...avançons ensemble et bon courage à tous! On est en appui, les Nations Unies sont à vos côtés.



MIKADO FM : ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE LA MINUSMA M. ANNADIF



Le Représentant spécial du Secrétaire général M. Annadif a accordé ce matin un long entretien à MIKADO FM, la radio des Nations unies. Il s'exprime sur les priorités actuelles de la MINUSMA, ainsi que sur le processus de paix. L'interview est à retrouver sur MIKADO FM (Bamako 106.6, Gao, Ménaka et Kidal 94.0, Tombouctou 92.8 et Mopti 91.6)

MIKADO FM - Le Chef des Opérations de maintien de la paix des Nations unies a annoncé l'arrivée prochaine d'un bataillon appelé « logistique de convois » en quoi consiste-il ?

Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA, Monsieur Mahamat Saleh Annadif D'abord, je voudrais vous remercier pour tous les efforts que vous faites pour informer les uns et les autres sur les missions que mène la MINUSMA ici. Deuxièmement, saluer toutes vos auditrices et tous vos auditeurs et leur dire que c'est avec plaisir que je suis aujourd'hui dans ce studio ; vous l'avez dit, c'est la première fois et c'est vraiment pour moi un honneur et un plaisir d'y être.

Aujourd'hui, la MINUSMA est l'une des missions qui a connu le plus grand nombre de victimes en termes de morts ou de blessés. Le constat est que la majorité de ces vies humaines que nous perdons, et je m'incline devant leur mémoire, est dû principalement à la pose de mines et autres EID que l'on rencontre souvent lors de nos opérations. Le bataillon de logistique de convois aura à répondre à deux préoccupations majeures.

Comme vous le savez, la région du nord est une région très vaste, les routes sont difficiles, nous sommes obligés de nous ravitailler souvent par des convois assez lourds ; et souvent, ce sont les gens, les voitures qui accompagnent ces convois qui tombent sur des mines ou des EID ; qui nous coûtent en termes de matériel, de véhicules, quelquefois des blindés et souvent des non blindés...et qui nous coûtent aussi en vies humaines. En plus, du fait que cela nous coûte, cela nous mobilise une grande partie de nos forces qui devraient être déployées ailleurs. Nous sommes obligés d'affecter une bonne partie de nos militaires pour faire ce travail logistique qui n'est pas le leur.

Le bataillon d'escorte de convois est lui spécialisé, il est outillé et les gens sont formés pour cela. Cela va nous permettre de libérer ces militaires que nous chargeons pour ces missions actuellement. Cela va surtout nous permettre de ne pas perdre autant de vies humaines comme nous le connaissons maintenant. C'est un outil extrêmement important, cela n'existe pas dans tous les pays, cela n'existe pas dans toutes les missions de l'ONU ; il a fallu beaucoup de négociations, beaucoup de persuasion de part et d'autre pour que l'on ait finalement ce bataillon de logistique de convois, qui sera opérationnel d'ici le mois de juillet. Pour nous, ce sera un grand changement dans l'accomplissement de notre mission.

Donc il s'agit d'un ajout d'hommes et de moyens matériel supplémentaires pour la MINUSMA ?

Exact ! Moyens d'hommes, ajout de moyens également, mais surtout une spécialisation. Des spécialistes dans un domaine de pointe assez précis, tels que les mines, les EID et autres. Ce sont des professionnels en la matière. Ce n'est pas le nombre, ce n'est pas la quantité mais c'est la qualité qui est importante dans ce que l'on va faire.

Votre réaction par rapport aux derniers événements à Kidal, et notamment les incidents graves qui se sont produits à l'aéroport ?

Votre question au sujet de ce qui s'est passé à Kidal en avril me donne l'occasion de lancer trois messages : Le premier, c'est à l'endroit des parties signataires à savoir le Gouvernement, la Plateforme et la CMA. Pour leur dire qu'il est temps d'agir et, comme je ne cesse de le répéter depuis que je suis là, tout retard renforce le camp de ceux qui veulent faire échouer l'Accord de paix. Je le dis et je le répète, à l'heure actuelle il n'y a que deux camps : celui de la paix, qui est constitué par le Gouvernement et ses partenaires qui ont signé ; et il y a le camp des terroristes, qui lui a juré de faire échouer cet Accord. Donc, faisons tout pour aller vers une mise en œuvre effective et rapide de toutes les clauses des accords.

Le deuxième point, c'est par rapport aux populations du nord de façon générale, et à celles de Kidal en particulier. En leur disant que ce qui s'est passé à Kidal le 18 avril n'est pas acceptable et n'est pas tolérable. Cela démontre quoi ? Cela démontre que, de plus en plus, ils sont réceptifs plutôt aux ennemis de la paix qu'à ceux qui sont pour une paix durable dans les régions du nord. Et donc mon message pour ces populations du nord de façon générale et celle de Kidal en particulier, c'est de leur dire de croire en cet Accord. J'ai vu tous les anciens accords qui ont eu lieu, j'estime que cet accord qui a été signé le 15 mai et le 20 juin 2015 apporte tout un arsenal de mesures qui feront en sorte que les plus grands bénéficiaires de cet Accord seront les populations du nord. C'est une erreur pour certains d'être plutôt du côté du camp de

ceux qui veulent faire échouer cet Accord. Il faut qu'ils le comprennent, il faut qu'ils essaient de s'approprier cet Accord, qui est d'abord pour eux, pour la paix, pour la stabilité et surtout qu'ils essaient d'avoir toutes les dividendes de la paix qui, jusque-là leur manquent tant, et qui en fait ont été toujours à la base des différentes crises successives que nous avons connues dans le nord.

Mon troisième message, c'est par rapport à la communauté internationale. C'est de ne pas se décourager et de ne pas dire que ça fait un an que l'Accord n'a pas connu de progrès significatifs et de se lasser. Non. Il faut continuer d'être aux côtés du Mali, aux côtés des populations maliennes parce que j'estime que cet édifice que doit constituer la Paix, pour qu'il soit solide, pour qu'il soit durable, a besoin d'un socle assez fort. J'estime que cette année, que beaucoup considère comme une année de perdue, je ne la trouve pas perdue. Elle nous a permis aujourd'hui de poser les bases de cet édifice, un socle fort sur lequel nous devons maintenant bâtir le reste pour qu'il y ait suffisamment de chambres pour que les uns et les autres puissent y habiter.

C'est un message qui va être entendu dans toutes les régions parce qu'il sera répercuté dans les principales langues nationales sur nos antennes plus tard. Est-ce que vous comprenez les motivations des marcheurs, les initiateurs de cette marche de Kidal ?

De toute les façons, rien ne peut justifier une marche de ce genre contre des casques de maintien de la paix et surtout, rien ne peut justifier qu'on utilise des enfants comme boucliers pour accomplir des tâches qui sont contre des gens qui sont venus aider, accompagner, faire la paix. Je détiens des images qui montrent que des enfants ont été enlevés de leurs écoles, on les a mis dans des voitures pour les amener aux lieux des manifestations ; c'est intolérable. Je détiens des images que des gens sont venus avec des cocktails Molotov ; c'est inadmissible. Ça veut dire qu'il y a une volonté de brûler, une volonté de détruire. Dans tous les cas, je dis qu'il y a eu quand même des morts et je ne peux pas oublier les morts. Toute mort est pour moi une tragédie et je dis tout simplement que de toutes les façons, nous avons déjà fait une enquête préliminaire. Nous sommes en train de faire une enquête plus approfondie qui va déterminer les causes de cet incident et qui va déterminer qui a causé la mort de ces deux pauvres innocents. Et la MINUSMA va mener cette enquête en toute transparence et prendra sa part de responsabilité, en toute responsabilité, le moment venu.

Alors parlons du cantonnement, les premiers camps sont en train d'être construits et attendent toujours d'accueillir les premiers ex-combattants ; or les listes n'ont toujours pas été fournies par les groupes armés. Est-ce qu'il faut croire en la sincérité de ces groupes d'aller sans calcul au cantonnement ?

Vous savez, en politique c'est difficile de dire qu'on ne fait pas de calcul. Mais, j'ose croire tout simplement que la bonne foi, la sincérité qui a poussé les uns et les autres à signer les Accords, à apposer leurs signatures, à continuer à discuter, demeurent. J'essaie plutôt de croire en cette bonne foi, en cette sincérité. Nous regrettons douloureusement qu'il y ait eu tout ce retard. Comme vous l'avez si bien dit, bientôt, au courant de cette semaine ou de la semaine prochaine, les trois premiers camps seront déjà disponibles. Un camp contient 750 ex-combattants. Une tente est prévue pour six combattants, ce qui fait qu'on aura au moins 125 tentes pour les 750 ex-combattants dans ce camp, qui contient aussi une infirmerie, qui contient une salle dans laquelle on va faire le tri, parce qu'il y aura un enregistrement biométrique ; il y aura un grand magasin pour stocker les armements et autres, une partie qui sera pour les toilettes. Donc, ces trois camps seront disponibles d'ici une semaine et nous osons croire qu'une fois la loi sur les autorités intérimaires promulguée, le processus va s'enclencher, les patrouilles mixtes, l'opérationnalisation du MOC, le cantonnement et ainsi de suite. C'est pour cela que j'adresse une fois encore un message aux différentes parties à l'Accord pour dire que nous avons tous aujourd'hui devant nous posé comme obstacle la mise en place des autorités intérimaires. J'espère que d'ici très peu de temps, la loi soit promulguée, que les parties seront prêtes à donner le nom de ceux qui vont les représenter au niveau des exécutifs locaux et que tout le processus va s'enclencher. Donc, je demeure optimiste quant à ce qu'il y ait des listes, quant à ce qu'il n'y ait pas seulement des listes mais des présences effectives dans ces camps que nous avons prévus pour accueillir des gens pendant trois mois.

Vous avez adressé un message à la communauté internationale ; est-ce que vous sentez de l'impatience face à la lenteur du processus au Mali ? On sait que les crises se multiplient dans le monde et la patience de la communauté internationale n'est pas éternelle...

Vous avez parfaitement raison de le dire. Jusque-là, autant je constate des interrogations, peut-être un début d'impatience, il ne faut pas le nier ; mais, je suis toujours encouragé par cette attention toute particulière sur le Mali. Comme l'a dit l'un de vos confrères hier, jusque-là, les regards sont énormément tournés vers le Mali. Je le constate à travers les différentes visites ; je ne passe pas une semaine sans qu'il n'y ait quelqu'un de la communauté internationale qui ne vienne ici au Mali, qui nous interroge sur la mise en œuvre de l'Accord, qui nous interroge sur l'avenir de ce qui doit se faire, même sur comment ils peuvent être utiles, en quoi ils peuvent contribuer. La visite du Conseil de sécurité, la dernière visite hier de deux ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne et de la France et jusqu'à ce point, de tous les dossiers qui passent au niveau

du Conseil de sécurité, j'ai la certitude que le dossier malien est le seul sur lequel il y a un consensus global. Mais je dis, il ne faut pas non plus croire que c'est éternel. Les crises se multiplient, aujourd'hui on a la Syrie, demain la Libye, demain c'est d'autres priorités. Donc, c'est pour cela qu'une fois de plus, je réitère mon appel, pas tant à la communauté internationale, elle va accompagner le Mali, mais aux acteurs maliens pour dire que ce regard, cette attention, ce soutien n'est pas éternel et que nous devons tout faire pour qu'on aille vers la mise en œuvre effective de l'Accord de Paix.

Monsieur le Représentant spécial, selon vous le Gouvernement malien en a-t-il fait assez en matière de réformes institutionnelle, est-ce que le Gouvernement peut faire plus ?

On dira toujours que le Gouvernement peut faire plus, comme je dirais que même les mouvements armés doivent aussi faire plus. Un élément sur lequel, par exemple, je dis que le Gouvernement doit faire plus, c'est le texte instituant le Comité de Réforme du Secteur de Sécurité. Autant je sais que tous les textes législatifs et autres décrets ou décisions sur la Commission Nationale du DDR, réinsertion, mise en place du Comité National du suivi de l'Accord ont été pris, il y a encore de la lenteur sur le texte mettant en place le Comité National de la Réforme du Secteur de Sécurité. Et comme vous le savez, c'est un élément fort, c'est un élément fondamental. La MINUSMA appui cet aspect, nous avons des techniciens qui continuent à travailler mais, nous attendons toujours, malheureusement ce texte qui n'est pas encore sorti.

On parle de mesures de confiance, on parle notamment de patrouilles mixtes depuis plusieurs mois qui ont du mal à se concrétiser ; c'est quand même une attente minimum des populations qui profiteraient de la sécurité que ces patrouilles leurs confèreraient. Comment vous expliquez cette lenteur ?

Je la regrette, je la déplore, mais je crois que les patrouilles mixtes, c'est l'une des mesures de confiance phares, parce que, au-delà de la symbolique des patrouilles mixtes, c'est quoi ? C'est quand-même de mettre ensemble des maliens qui se sont affrontés pendant longtemps, les uns aux noms des mouvements, les autres au nom des FAMA et qu'ils apprennent à cohabiter, qu'ils apprennent à se frotter, qu'ils apprennent à travailler ensemble. C'est en cela que c'est important ! Jusque-là, ça s'est vu une fois, en novembre ou décembre pour escorter des aides qui venaient de l'Algérie ; ça s'est depuis stoppé mais j'émet l'espoir que ça puisse vraiment se pérenniser parce que c'est vraiment un élément fort.

Est-ce que vous vous attendiez, à votre arrivée à la MINUSMA en janvier dernier, à ce que ce processus de paix bouge aussi lentement, de l'avis de nombreux observateurs qui pensent que ça ne va pas assez vite ?

Ça fait quatre mois que je suis en poste, j'aurais aimé que ça aille vite mais, comme je l'ai dit, j'ai discuté avec quelqu'un et je préfère reprendre sa phrase et qui disait textuellement ceci : « Il est vrai que nous n'avancions pas vite mais, il y a quelques temps, nous craignons que nous n'avancions même pas ». C'est-à-dire que quand on voit d'où l'on vient, comment le Mali était en 2012 - 2013 lors de l'intervention de Serval, par la suite l'arrivée de la MINUSMA, on peut dire aujourd'hui que le fait que les Mouvements ne se tirent pas avec le Gouvernement, que le cessez-le-feu est respecté, que les Mouvements entre eux sont en train d'arranger leurs petits différends, et Dieu seul sait qu'ils sont nombreux, et qu'ils sont un handicap majeur pour la mise en œuvre de l'Accord, qu'ils arrivent à s'entendre, il y a eu la rencontre d'Anéfis, il y a eu dernièrement la rencontre de Kidal, d'autres qui ne sont pas souvent diffusées au niveau de la presse qui se déroulent... Je crois que ce sont des signaux positifs. Je déplore qu'on n'ait pas autant avancé sur des choses si fondamentales, mais comme je l'ai dit et je répète toujours ma phrase : « Nous avons maintenant des fondations assez solides, j'émet l'espoir que le reste de l'édifice va prendre corps ».

Monsieur le Représentant spécial, comment portez-vous sur ses épaules la charge de l'une des Missions les plus difficiles au monde au niveau humain ?

Ça, vous me le faites dire. C'est vrai que le poids est lourd. Le poids est lourd, les attentes sont nombreuses mais, c'est quand même un défi d'être vécu et j'avoue que je suis à l'aise. J'avoue que je me passionne pour ce que je fais, j'avoue que j'y mets mon cœur et mon énergie, évidemment avec tous les staffs qu'ils soient militaires, civils ou police, vous autres hommes de médias qui nous accompagnez. Je crois que c'est le lieu de louer les sacrifices de tout ce monde qui se sacrifie, qui se consacre et qui se passionne pour ce qu'il fait. Je ne suis qu'un élément de ceux-là, je ne fais qu'animer. A mon arrivé, je leur ai dit la chose suivante : « Je sais que si on échoue, ça sera ma responsabilité, mais si on réussit, ça sera la responsabilité de l'ensemble ; faisons en sorte que l'on réussisse ensemble ! »



LA MINUSMA PRODUIT ET OFFRE 98 000 DOCUMENTS AUX FORCES ARMÉES DU MALI



Le 28 avril dernier a eu lieu, au Ministère de la Défense et des anciens combattants, une cérémonie de remise d'un important lot de document de travail au profit des FAMa.

Attablés dans la grande salle de réunion du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, une vingtaine d'Officiers supérieurs de l'Armée malienne, à la tête desquels le Général Didier Dakouo, Chef D'Etat-Major Général Adjoint des Forces Armées, accueillent une délégation de la MINUSMA. En ce 28 avril, les FAMa ont convié le Directeur de la Section de la Réforme du Secteur de la Sécurité, M. Samba Tall, accompagné de quatre de ses collègues, à une cérémonie de remise de documents. Une cérémonie que les militaires maliens ont voulu modeste, mais

d'une grande portée.

Les documents offerts ont pour sujet l'instruction militaire, le contrôle interne, l'administration ou encore la gestion du personnel et ceci, en vue de renforcer l'exercice du commandement. « L'impression de divers documents et achats d'articles pour une valeur de plus de 53 millions de francs CFA, qui ont été effectués et livrés à trois structures de l'Etat-Major Général des Armées, notamment 9000 documents de gestion et de contrôle pour une valeur de 16 millions de Frs CFA à la Direction du Commissariat des Armées ; 5000 livrets sanitaires pour la Direction Centrale des Services de Santé des Armées et, 84000 documents d'administration, de gestion et d'instruction pour l'Etat-Major Général de

l'Armée de Terre, pour une somme de 35 millions de Frs CFA », détaille ainsi M. Tall, Chef de la Section RSS/DDR dans son allocution.

C'est dans le cadre du volet « appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité » (RSS) que la MINUSMA, à travers La Section RSS/DDR (Réforme du Secteur de la Sécurité et Désarmement, Démobilisation et Réintégration) qui en a la charge, apporte ce soutien à l'Etat-Major Général des Armées, et ses différentes composantes. Un appui qui se manifeste surtout dans la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM), ainsi que dans le renforcement des capacités des structures, avec pour objectif d'améliorer l'existant : « Tous ce que la MINUSMA fait, c'est en soutien aux programmes et projets déjà développés par l'Armée malienne. Ainsi, nous soutenons la conception, la rédaction la production et la diffusion de documents stratégiques de mise en œuvre de la Réforme du Secteur de Sécurité » a déclaré M. Tall.

Le soutien de la MINUSMA ne se limite pas à la mise à disposition de ces documents stratégiques. La Section RSS/DDR, accompagne également les structures de commandement de l'Armée dans la réflexion et le contrôle du secteur de la Défense. Par ailleurs, plusieurs Projets à impact rapide ont été initiés pour améliorer les conditions de vie et de travail des militaires et de leurs familles, ainsi qu'un travail de formation et de sensibilisation des FaMa, tel que défini par l'Etat-Major Général des Armées. Ce partenariat qui lie l'Armée et la MINUSMA, a été noué au cours de la première rencontre, le 13 mars 2015, entre le Chef d'Etat-Major Général des Armées et le Directeur de la Section RSS/DDR de la MINUSMA. Une réunion au cours de laquelle, le Chef d'Etat-Major avait demandé à tous ses services rattachés, d'identifier avec la Section RSS/DDR, les axes de soutien de la Mission de l'ONU au Mali. Cette cérémonie est donc le lieu de rappeler qu'au-delà de la livraison de ces milliers de document, d'autres résultats ont été obtenus et de nouvelles réalisations sont à venir. « A ce jour, divers action sont à retenir parmi lesquels l'élaboration d'un concept stratégique de Brigade fluviale (...) La réalisation de deux projets à impact rapide à Koulikoro pour le compte du centre d'instruction Boubacar Sada Sy (...) En coordination avec l'Ecole de Maintien de la Paix (ENP), la conduite de formations sur la Réforme du Secteur de Sécurité dispensées au profit de plus de 200 cadre officiers des FDSM », a expliqué M. Tall qui a annoncé que 45 autres demandes d'appui sont actuellement à l'étude ou en cours de traitement.

Les projets continuent, plusieurs QIP (Projet à Impact rapide en anglais) relatifs à des adductions d'eau au camp de Koulikoro mais aussi à la Base aérienne de Sénou sont en cours de réalisation. Un autre projet de réhabilitation du parc du Génie Militaire en collaboration avec l'Ambassade d'Allemagne est également en cours d'exécution selon M. Tall qui,

avant de clore son intervention n'a pas manqué de rappeler ceci : « Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre de la LOPM, la Section RSS/DDR de la MINUSMA continuera à appuyer le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants et ses structures, de même que l'Etat-Major Général des Armées et tous ses organes, selon les requêtes qui lui sont adressées, car nous restons convaincus que l'Armée repose sur l'instruction et les contrôle. »

UN COMMANDEMENT RECONNAISSANT ET SURTOUT DETERMINE

Dans son discours, loin de vouloir dissimuler sa satisfaction, le Général Dakouo a, au contraire, tenu à la partager avec l'assistance en rappelant que ce geste de la MINUSMA n'est en fait qu'un autre épisode d'une longue série. « Nous n'avons jamais douté de l'accompagnement de la MINUSMA depuis son arrivée dans notre pays. Cela se dit compte tenu de tous les efforts que la MINUSMA a déjà fourni dans l'accompagnement des FDSM. Ceci est un exemple illustrateur qui s'inscrit à la suite de beaucoup d'autres activités que la MINUSMA a fait au profit de nos FDSM (...) Il y a juste quelques semaines, nous avons procédé à la réception des travaux de rénovation du Centre de Formation Boubacar Sada Sy de Koulikoro, pour améliorer les conditions de vie et de travail du personnel sur place », a déclaré le haut gradé malien. En effet, l'amphithéâtre de 500 places et les toilettes des classes et des dortoirs ont été remis à niveau. De plus, une salle informatique a également été mise en place pour améliorer l'enseignement au niveau de ce centre de formation, qui revêt une importance particulière dans le dispositif d'instruction de l'Armée malienne.

Tout en remerciant la MINUSMA en général et la Section RSS/DDR en particulier, le Chef d'Etat-Major Général Adjoint de l'Armée Malienne à assurer M. Tall que : « Ces documents que vous mettez à notre disposition seront utilisés à bon escient », s'adressant aux différents Chefs de services présents le Général Dakouo les a exhorté à prendre soin de cet important matériel.

Cette cérémonie d'une grande sobriété, aura permis de souligner à quel point la reconstruction de l'Armée mais aussi de tout l'appareil de sécurité du Mali, relève d'un processus hautement technique et donc long et minutieux. De nombreux efforts ont été déployés par la MINUSMA mais aussi l'Armée, les Parlementaires, la société civile, le Gouvernement et ses différents partenaires pour, dans un premier temps faire un état des lieux correcte puis, dans un second temps, élaborer les stratégies et plans d'action pour parvenir à une Réforme du Secteur de Sécurité efficace, au bénéfice de tous les maliens, militaires comme civils. Un travail de longue haleine dont les échos se feront entendre, jusqu'à ce que l'Armée du Mali soit à nouveau à hauteur de souhaits.

TOMBOUCTOU : L'OPÉRATION "ISABELLE" POUR SÉCURISER L'AXE TOMBOUCTOU-GOUNDAM



"Isabelle", c'est le nom de code donné par les militaires de la MINUSMA à l'opération de sécurisation de l'axe Tombouctou-Goundam menée conjointement par le contingent burkinabé et l'unité aérienne cambodgienne de la Mission onusienne au Mali. Une opération qui a permis de rendre de nouveau praticable cet axe routier qui inclut notamment les zones de Zynzyn, Acharane, Tinteylout, et Nibkit.

L'objectif de l'opération était, entre autres, de sécuriser toute la zone et d'y protéger les populations civiles.

Pendant 14 jours, le bataillon burkinabé et l'unité cambodgienne basés à Tombouctou ont conduit une vaste opération de sécurisation des populations vivant aux proximités de l'axe Tombouctou-Goundam. La Section des Droits de l'Homme y a aussi pris part en veillant sur le respect des droits humains. Une dame et sa fille reçoivent des soins gratuits

La région de Tombouctou a connu ces derniers

temps beaucoup d'incidents. L'axe Tombouctou-Goundam de 84 km a fait l'objet de plusieurs types d'attaques (braquages, enlèvements de véhicules, engins explosifs improvisés, mines, etc.). Cette situation d'insécurité oblige les populations de Goundam, contrairement à leurs habitudes, à utiliser le transport fluvial via la ville de Diré, pour se rendre à Tombouctou. Pour rappel, en juillet 2015, six casques bleus ont perdu la vie dans une attaque terroriste sur cette route.

«L'opération a essentiellement constitué en de nombreuses patrouilles, des check-points et des interactions avec les populations des zones concernées», a expliqué, le Général Sidiki Daniel Traoré, commandant du Secteur Ouest qui le 18 avril, accompagné des officiers s'est rendu dans les localités d'Acharane, Tinteylout et Nibkit pour constater le déroulement de l'opération, mais aussi écouter et échanger avec autorités et populations, en vue d'améliorer la collaboration existante pour une meilleure sécurité.

TOMBOUCTOU : LA MINUSMA ET LES FAMA RENFORCENT LEUR COOPÉRATION POUR PLUS D'EFFICACITÉ



Le 28 avril dernier à la zone aéroportuaire de Tombouctou, la MINUSMA a procédé à un exercice de sécurisation dénommé « ensemble pour la paix ». L'activité a été initiée par le Commandant du Secteur Ouest de la Mission et le Commandant du Secteur 3 de l'opération MALIBA de l'Armée malienne, de concert avec le Commandant du détachement Barkhane basés à Tombouctou.

L'exercice, visant à renforcer la coordination en matière de sécurité entre les trois entités, s'est déroulé en présence du Commandant de la force onusienne le Général Michael Lollesgaard, du Commandant du Secteur Ouest, Sidiki Daniel Traoré, du Chef d'Etat-major Général des Armées maliennes, le Général Mahamane Touré et du Commandant de la 5eme région militaire de Tombouctou.

« Cette expérience n'est que la première du genre. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'un mécanisme de coordination entre les différentes forces de sécurité, pour apporter la meilleure protection possible aux populations de la ville de Tombouctou et partout dans le Secteur Ouest. Cela va également nous permettre d'améliorer la coordination entre les troupes au sol et le soutien aérien et l'évacuation des blessés en cas d'incident » a expliqué Sidiki Daniel Traoré, Commandant du Secteur Ouest de la MINUSMA.

La situation sécuritaire dans la région de Tombouctou connaît, depuis quelques temps, une certaine détérioration malgré les avancées enregistrées dans la mise en œuvre du processus de Paix. L'axe Tombouctou-Goundam qui est une des principales voies de ravitaillement de la région, est devenu une proie pour les bandits et les terroristes. Les usagers sont souvent victimes d'agressions physiques, de braquages. Pour rappel, le 23 avril dernier, deux soldats maliens ont perdu la vie sur la même route dans une attaque terroriste. « Nous allons accentuer nos efforts de coordination pour lutter plus efficacement contre les ennemis de la Paix » a souligné le Général Michael Lollesgaard, Commandant en Chef

des Casques Bleus de la MINUSMA.

Sur place, le chef des opérations du Secteur Ouest de la MINUSMA, le Lieutenant-Colonel Gilles Chovan, a donné un aperçu sur les différentes phases de l'exercice de simulation de l'attaque d'un check-point des FAMAs, aux chefs de la force onusienne et de l'armée malienne. Ensuite, les officiels se sont rendus au check-point sur la route de Kabara, non loin de l'aéroport, pour assister à la phase pratique conduite par deux sections de Force de Réaction Rapide (en anglais Quick Réaction Force QRF). La QRF de la MINUSMA qui compte 30 éléments, est constituée de deux unités des bataillons burkinabé et cambodgien. La seconde étant une unité de déminage, chargée de la dépollution de la zone et de sa surveillance. Cette QRF est venue en appui à la Force de Réaction Rapide de l'armée malienne, elle aussi constituée de 30 hommes. Les deux Forces qui assurent la poursuite terrestre de l'ennemi ont été appuyées par une Unité suédoise de surveillance aérienne à l'aide de drones ainsi que l'unité El Salvador d'hélicoptères, assurant la liaison avec les troupes au sol pour des frappes aériennes.

Le General Mahamane Touré, Chef d'Etat-Major Général des armées maliennes, s'est dit très satisfait de l'initiative. Il a salué l'engagement des différentes forces sur les théâtres d'opération et l'appui de la hiérarchie militaire de l'ONU au mécanisme. « La force vient de l'union, si nous nous coordonnons ensemble nous serons très forts et nous réussiront à accomplir notre mission de sécurisation et de protection » a-t-il déclaré.

La délégation a rendu une visite de courtoisie au Gouverneur de la région de Tombouctou et au grand Imam de la mosquée de Djingarey Ber. Ladite visite visait à informer les deux hommes de cette nouvelle initiative. « Je ne peux que me réjouir de cette nouvelle démarche qui prend en compte les besoins de nos populations » a affirmé le Directeur de Cabinet, représentant le Gouverneur de la Région en déplacement.

L'APPUI TECHNIQUE ET LOGISTIQUE DE LA MINUSMA AUX FSM SE POURSUIT !

Le 22 avril dernier, la Police de la MINUSMA (UNPOL) a procédé à la remise officielle de plusieurs armureries mais également, à la clôture de formation sur le genre et les violences basées sur le genre. Deux cérémonies pour deux activités qui ont le même but : appuyer les FSM afin qu'elles jouent le rôle qui est le leur dans le retour définitif de la paix et de la sécurité au Mali, gages du développement.

Intégralement financé par le Commonwealth d'Australie pour un montant global de 80.000.000 FCFA, soit 137. 712 USD environ, ce projet d'armureries a pour objectif de mettre aux normes standards, des magasins d'armes par l'installation de râteliers (étagères où l'on entrepose des armes) et la sécurisation de huit armureries des FSM, dont quatre réceptionnées à Bamako, et quatre autres, très prochainement à Mopti.

Dans la capitale du Mali, ce sont donc les Commissariats des 1er et 3ème arrondissements de Police, les Brigades Mobile d'Intervention de la Douane et Territoriale de Gendarmerie de Bamako qui ont bénéficié de cet appui. Selon Abdramane Diakité, Commandant des Douanes : « nous

sommes ravis par ce projet car c'est une première dans l'histoire de la Douane Malienne... avant nous conservions nos armes dans les mêmes bâtiments que les marchandises, ce qui a fait qu'en 2014, lors de l'attaque de notre poste, les assaillants pensant piller des vivres ont aussi découvert des armes qu'ils ont emporté dans leur fuite ».

Placée sous l'autorité du Colonel Djibril N'DIME, représentant le Chef de la Composante Police de la MINUSMA, cette cérémonie sobre mais pleine de sens, s'est déroulée au Commissariat du 1er arrondissement de Bamako, au cœur de la capitale et en présence de plusieurs autorités, dont les représentants des Directeurs Généraux de la Gendarmerie, de la Police, de la Douane et de la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération

des Armes Légères et de petit calibre.

La réhabilitation de ces armureries permettra à coup sûr, de lutter contre les fréquentes attaques d'individus mal intentionnés, en quête d'armes de guerre pour commettre leurs forfaits, ce qui bien évidemment nuit au processus de paix en cours au Mali. Elle contribue en effet à l'ancrage de la sécurité dont les populations ont tant besoin.

LOGISTIQUE ET TECHNIQUE : UN TANDEM EFFICACE

Ce même jour (le 22 avril dernier), s'est tenue à l'École Nationale de Police (ENP), la clôture d'une formation sur le genre et les violences basées sur le genre, dispensée par l'équipe de formation de la Police de la MINUSMA au profit d'une vingtaine de stagiaires des Forces de Sécurité du Mali dont plusieurs femmes, comme c'est régulièrement le cas et conformément à la politique de la Mission. Cette cérémonie de clôture de formation a été présidée par le Directeur de l'École Nationale de Police, le Commissaire Divisionnaire Mamy Sylla, représentant le Directeur Général de la

Police Nationale, et en présence de plusieurs UNPOL désignés comme formateurs dans ladite École. Après l'allocution du Directeur de la formation, s'en est suivi le discours du Représentant du Directeur Général de la Police Nationale qui a commencé par saluer l'initiative de la Police des Nations Unies, avant de l'exhorter à apporter toute sa contribution dans la réforme de la Police Nationale. Selon lui, le genre fait référence à toutes les personnes sans tenir compte des sexes, même si les statistiques ont démontré que les femmes constituent la majeure partie des victimes de cette forme de violence. A l'issue de cette session, les stagiaires se disent mieux aguerris pour faire face à ce véritable fléau, accentué par la crise politique, sécuritaire et institutionnelle que le pays a connu et dont il tente de sortir.



JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Message du Secrétaire général



Les droits de l'homme, les sociétés démocratiques et le développement durable sont tributaires de la libre circulation des informations et le droit à l'information est fonction de la liberté de la presse. Nous célébrons chaque année la Journée mondiale de la liberté de la presse afin de mettre en lumière ces principes fondamentaux, de protéger l'indépendance des médias et de rendre hommage aux professionnels des médias qui risquent ou qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leur profession.

Cette année, la Journée mondiale de la liberté de la presse coïncide avec trois grands événements : le 250e anniversaire de la première loi relative à la liberté d'information au monde, dont le champ d'application englobait la Suède et la Finlande actuelles; le 25e anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Windhoek sur les principes de la liberté de la presse; et la mise en application des objectifs de développement durable. La liberté de la presse et la libre circulation des informations sont essentielles non seulement pour informer les citoyens sur les objectifs de développement durable, mais aussi pour leur permettre de faire tenir leurs promesses à leurs dirigeants. Les médias, y compris les nouveaux médias en ligne, qui occupent une place de plus en plus importante, sont les yeux et les oreilles du monde entier : nous bénéficions tous des informations qu'ils diffusent.

Il importe que les médias soient libres, indépendants et puissent exercer en toute sécurité. Or, bien trop souvent, des journalistes sont menacés, harcelés, se heurtent à des obstacles ou sont même tués dans leur quête d'informations. De nombreux autres croupissent en détention, certains dans des conditions déplorables, pour avoir fait la lumière sur des failles de gouvernements, des malversations d'entreprises ou des problèmes de société.

Je suis très préoccupé par les restrictions de plus en plus grandes auxquelles font face les professionnels de médias dans de nombreux pays, les restrictions à la liberté d'expression empêchant le progrès. En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, j'exhorte tous les gouvernements, politiciens, entreprises et citoyens à promouvoir et à protéger l'indépendance et la liberté des médias. Sans ce droit fondamental, la population est moins libre et moins autonome, mais avec, nous pourrions construire ensemble un monde digne et offrant des possibilités à tous.

LA MINUSMA CONTINUE À INFORMER LA JEUNESSE SUR SON TRAVAIL AU MALI



Samedi 23 avril dernier, s'est tenue à la Bibliothèque Nationale du Mali, une rencontre de sensibilisation sur les activités de la MINUSMA en collaboration avec l'Organisation Panafricaine des Jeunes pour la Promotion de l'Intégration Africaine (OPAJ). Plusieurs sections de la MINUSMA, dont le service de Communication et la Police des Nations Unies au Mali UNPOL, étaient présentes pour expliquer aux jeunes en quoi consiste leur travail.

C'est une équipe mixte de la MINUSMA composée de fonctionnaires des Services de la Communication, de la Conduite et de la Discipline, de la Stabilisation et du relèvement ainsi que de la Police des Nations Unies UNPOL qui a animé cette rencontre. Près de 200 personnes étaient réunies dans l'amphithéâtre de la Bibliothèque Nationale du Mali à Bamako pour échanger, sans tabous ni langue de bois, sur le rôle et le travail de la MINUSMA.

Tous membres de l'Organisation Panafricaine des Jeunes pour la Promotion de l'Intégration Africaine (OPAJ), les participants à cette rencontre étaient en majorité des étudiants, issus des différentes facultés de Bamako. Au cours de cette session, il a bien évidemment été question du mandat conféré à la Mission par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, c'est-à-dire des objectifs que la Mission doit atteindre et des moyens qu'elle emploie pour ce faire. L'autre important sujet développé face à ces jeunes est le financement des divers projets à Impact rapide. Les Projets à impact rapide (en anglais QIP), sont comme leur nom l'indique des projets de développement dont les effets positifs se font rapidement sentir sur les bénéficiaires. Pour exemple, la réhabilitation d'une école, une adduction d'eau, l'irrigation d'un périmètre agricole ou encore la remise en état d'un commissariat de Police. Ces projets sont initiés par les communautés et sponsorisés par la MINUSMA qui peut les financer avec ses propres fonds à travers le Peacebuilding fund (Fond de Consolidation de la

Paix des Nations Unies) ou avec ceux de partenaires, comme les agences de coopérations internationales telles la Coopération japonaise (JICA), danoise ou encore hollandaise.

« Nos attentes sont en grande partie comblées car, bien qu'étant en grande partie des étudiants, nous sommes toujours restés ignorants des réelles activités de cette mission onusienne », a confessé le représentant de l'OPAJ, Souleymane Bouda. Et pour cause, comme toutes les séances de sensibilisation du service de communication de la MINUSMA, un exposé et un film sur les résultats engrangés par la Mission ont précédé une séance de questions-réponses de deux heures de temps. Une séance à bâtons rompus au cours de laquelle les grandes préoccupations du public ont été passées en revues. Le but étant d'expliquer aux participants l'importance d'une mission onusienne dans le contexte actuelle du Mali.

A la fin de la séance, certains ont souhaité que cette initiative soit étendue à d'autres villes du Mali car, se disent désormais éclairés, à l'image d'Aminata Diakité, étudiante en droit : « nous deviendront les ambassadeurs de la MINUSMA afin que nos parents analphabètes et même le citoyen lambda qui au village puisse mieux connaître mais surtout pour son intégration. »

Outre son devoir d'informer le public, c'est expliquer les raisons fondamentales de sa présence au Mali qui pousse la MINUSMA à organiser ce type de rencontres avec les communautés, les corporations et les organisations de la société civile. Ceci, afin que tout le monde comprenne que la MINUSMA est une force d'accompagnement au service de la paix et de la réconciliation, pour le retour de la stabilité au Mali.

Retrouvez plus d'informations sur le site de la Mission minusma.unmissions.org

LA MINUSMA ÉCHANGE AVEC LES HABITANTS DE GOUNDAM ET NIAFOUNKÉ SUR SES ACTIVITÉS AU MALI

Les 23 et 24 avril derniers, une équipe de la MINUSMA composée d'agent du service de la Communication, de la Division des Affaires Civiles et la Police de la MINUSMA, a mené, dans les localités de Goundam et Niafouké, une série d'activités de sensibilisation sur ses activités et le rôle de son personnel en uniforme. C'était à la faveur d'une mission de lancement de projets communautaires dans lesdites localités, du 22 au 25 Avril.

Au total, 200 personnes au nombre desquels, des femmes leaders d'associations féminines, des jeunes et des autorités coutumières de Goundam et Niafouké ont été sensibilisées sur le travail et la raison d'être de la MINUSMA et le travail du personnel en uniforme.

Au cours de ces rencontres, les participants ont soulevé des questions relatives au processus de paix, au chômage des jeunes, à la protection des civils, mais surtout à l'insécurité sur l'axe Tombouctou - Goundam, où les populations sont victimes de braquages, de pillages, d'agressions physiques par des bandits armés. Des éclaircissements par rapport aux inquiétudes soulevées ont été donnés par l'équipe de la MINUSMA. Les Affaires civiles en ont profité pour expliquer leur mission et le rôle des agents de liaison communautaire (ou CLA).

Les populations rencontrées ont salué l'engagement de la MINUSMA en faveur de la paix et de la stabilité dans le pays. « Vous avez perdu des êtres que nous ne verrez plus, pour préserver notre quiétude. Nous avons compris que vous êtes là pour nous aider à cicatriser nos plaies. Votre mission n'est pas de vous substituer à l'Etat, mais plutôt d'aider notre gouvernement à rebâtir un Mali unifié, avec tous ses fils », a souligné Daouda Ibrahim, notable de Goundam.

Les missions sur le terrain permettent d'évaluer la situation sécuritaire pour mieux répondre aux besoins de protection des civils. Elles permettent

aussi de promouvoir les droits de l'homme, de fournir des bons offices pour la restauration de l'autorité de l'Etat et le renforcement des capacités de gouvernance locale et des fonctions administratives.

SÉCURISER ET ASSISTER POUR CRÉER UNE DYNAMIQUE POSITIVE AVEC LES POPULATIONS

Au cours ces rencontres, Sidiki Daniel Traoré a rassuré les populations de l'accompagnement de la Mission onusienne pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord de paix, maintenir un espace sécurisé pour le mouvement des populations et leurs activités quotidiennes. « L'absence de paix c'est dans les cœurs et les têtes des hommes. Pour restaurer la paix c'est à ce niveau qu'il faut agir », a dit le Général.

La meilleure façon de faire germer la paix, continue-t-il, c'est de donner une éducation de paix aux enfants, de telle sorte qu'ils soient les garants de la paix, puisque ce sont eux qui sont les adultes de demain.



Au cours de cette visite de terrain le Général a remis des kits scolaires offerts par l'unité aérienne indonésienne à plus de 150 élèves des localités d'Acharane et Tinteytout. Il a visité le CSCOM (Centre de

Santé Communautaire) de Tinteytout, où le bataillon burkinabé a offert des consultations médicales gratuites à plus de 100 personnes vulnérables, en majorité des femmes et des enfants. Des médicaments ont également été offerts par le même bataillon aux CSCOM de cette localité et à Nibkit. « Nous vous remercions de votre engagement en faveur de notre sécurité, de l'épanouissement de nos enfants, et de votre assistance à nos vulnérables populations. Ils avaient besoin de cet apport car ne disposant d'aucun moyen, ni activité régénératrice de revenus », s'est réjoui le représentant du chef de village de Tinteytout. Ces actions s'inscrivent dans le cadre des activités civiles-militaires. Elles permettent de soulager les populations affectées par la crise et contribuent à restaurer la confiance entre ces dernières et le personnel en uniforme. Toutes choses qui concordent pleinement avec le mandat de la MINUSMA.



**Bamako
106.6**

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



www.youtube.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



<http://minusma.unmissions.org>



www.facebook.com/minusma

